

# Guerre au Coro : Mélenchon nommé vice-président de la République !



Le président de « La France Insoumise », Jean-Luc Mélenchon, va prochainement être nommé vice-président de la République française, apprend-on de source proche du parti. C'est Macron lui-même qui lui aurait proposé ce poste.

C'est l'aboutissement d'une initiative rocambolesque entreprise par Mélenchon qui, initialement, voulait s'autoproclamer Président par intérim de la France, à l'instar de Juan Guaidó au Venezuela en janvier 2019. Il entendait remédier à la « vacance criante du pouvoir » et à la « gabegie » qui prévaut à l'Élysée et au sein du gouvernement, indique un confident du leader de LFI.

« Nous constatons effectivement une vacance de pouvoir. Macron n'a jamais été capable de gérer le pays comme il faut », se justifie ce proche de Mélenchon qui a requis l'anonymat. « La

gabegie démontrée dans la gestion des affaires du pays nous oblige à intervenir pour sauver la France », ajoute-t-il.

Les observateurs politiques n'étaient pas surpris par cette initiative du leader de « La France Insoumise ». Depuis son fameux « C'est moi la République » clamé, en octobre 2018, devant les caméras de télévision, à la face d'un procureur et de policiers venus perquisitionner dans son bureau, les observateurs se doutaient que Mélenchon « mijotait quelque chose. »

« Il était tellement aigri par son mauvais score à la présidentielle qu'il était prêt à tout pour revenir sur la scène politique », confie un chroniqueur expérimenté du magazine politique « Le Tri des déchets ».

La déconfiture de « La France Insoumise » aux élections européennes de mai 2019, remportées par son ennemi juré, le Rassemblement National, sa baisse constante de popularité, les désertions et les défections répétées au sein de son parti, les enquêtes dont il fait l'objet pour détournements de fonds publics, escroquerie et abus de confiance se rapportant autant à sa campagne présidentielle en 2017 qu'au travail des assistants parlementaires de députés européens pour son propre compte, ont poussé Mélenchon à bout.

Mis en examen pour « actes d'intimidation envers l'autorité judiciaire, rébellion et provocation » suite aux incidents intervenus lors des perquisitions d'octobre 2018, Mélenchon espérait un procès retentissant qui aurait fait parler de lui. Mais il est fort déçu quand, en décembre dernier, le tribunal correctionnel de Bobigny ne le condamne qu'à trois mois de prison avec sursis. Mélenchon était enragé. Il voulait une condamnation à de la prison ferme qui aurait fait de lui un héros aux yeux du peuple français. Il aurait été le Mandela de la France.

« Il était convaincu que c'est sur instructions de l'Élysée que le tribunal ne lui avait pas donné satisfaction », affirme, dans un français approximatif, un membre de

« l'Espace opérationnel » du parti, une structure qui a pour mission de mettre en œuvre les tâches opérationnelles nécessaires pour mener à bien les campagnes du mouvement. « On a tout fait pour lui éviter la prison ferme qu'il réclamait. On a tout fait pour le décrédibiliser », ajoute le militant, un sans-papiers de type nord-africain.

C'est à ce moment précis que Mélenchon a pris la décision de se proclamer Président par intérim. Il lui fallait juste attendre que les trois mois de sursis s'écoulent. Il ne voulait pas paraître devant la nation comme un Président en sursis.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle son parti a décidé de ne pas participer aux élections municipales. « Rien à foutre de ces élections puisque je vais être Président par intérim », lance-t-il à ses proches collaborateurs dans un tweet posté le 10 mars, mais qui a été retiré depuis.

Ses collaborateurs ne semblaient pas tous adopter sa décision. Ils lui avaient fait remarquer que la fonction de Président par intérim revient, de par la Constitution, au président du Sénat.

Mélenchon est entré dans une colère noire, raconte un sympathisant de Manon Le Bretton, ancienne candidate aux élections européennes du FLI et qui a claqué la porte du parti en juin dernier.

« C'est moi la Constitution. C'est moi le Sénat », leur avait-il hurlé avec une énorme bave blanche qui s'accumulait aux commissures de ses lèvres. « Si vous n'avez pas encore compris ça, vous n'avez rien à foutre ici », les avait-il houspillés de façon hystérique. Et il avait ajouté : « Si ce n'est pas Président par intérim, ce sera Président tout court ».

Le lendemain, l'attachée de presse du parti, Muriel Rozenfeld, postait ce tweet : « Nous sommes aujourd'hui la France insoumise. Grace à notre suprême leader, Jean-Luc Mélenchon, nous serons demain la France qui soumet ».

Juste après le premier tour des élections municipales, les services de renseignements marocains ont averti leurs homologues français que Mélenchon avait entrepris plusieurs visites à Tanger, sa ville natale, où il comptait établir son quartier général et d'où il comptait, comme de Gaulle en 1940, adresser un « appel » au peuple français pour l'amener à se soulever et à le proclamer président par intérim de la République. Il tenait à rentrer en France aussi triomphalement que Napoléon l'avait fait en mars 1815 à partir de l'île d'Elbe.

Il avait d'ores et déjà le soutien de tous les musulmans de France (imams, mosquées, associations et organisations) ainsi que des réfugiés, des migrants, des clandestins, des dealers, des Blacks et des détenus, toutes ces catégories de populations que « La France Insoumise » appelle les « forces vives de la République. »

Le ministre français de l'Intérieur, Castaner, avait couru avertir le Président Macron du projet néfaste de Mélenchon et avait proposé son arrestation immédiate pour atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'État. Mais, coup de théâtre, Macron était d'accord pour confier à Mélenchon la vice-Présidence. Il a toujours voulu se rapprocher de lui pour battre Marine Le Pen. « L'ennemi de mon ennemi est mon ami », rappelle-t-il à son ministre de l'Intérieur.

Macron n'a pas besoin de se référer à la Constitution pour confier ce poste à Mélenchon. La Constitution ne prévoit que la Présidence par intérim et encore dans des termes pas très clairs. De toute façon, il prévoyait de créer ce poste pour son ami Alexandre Benalla. Mais Mélenchon lui convient encore mieux. « Sa conception stalinienne du pouvoir pourrait bien m'être utile », confie le Président Macron à son confident, le coiffeur de la première dame de France. « Il pourrait mettre un peu de dynamisme dans ce troupeau de mauviettes et d'abrutis qui me sert de gouvernement », avait-il ajouté.

L'Élysée contacte aussitôt Mélenchon et lui fait savoir qu'il

est prêt à l'accepter comme vice-Président. Il lui demande cependant de continuer sa campagne pour la Présidence par intérim, de telle sorte que sa nomination comme vice-Président puisse paraître comme étant une initiative louable de la part de l'Élysée pour le maintien de l'unité nationale. Et lui valoir, par conséquent, la sympathie et les voix de toutes les « forces vives de la République ».

Le Président Macron ne pose qu'une seule condition : que Mélenchon le débarrasse de ladite Sibeth Ndiaye, la belle et brillante Gorgone de l'Élysée, et qu'il accepte de la prendre dans son cabinet.

Les négociations au sujet du transfert de la Gorgone Sibeth de l'Élysée à « La France Insoumise » de Mélenchon vont être entamées très prochainement. Elles vont être ardues et difficiles, estiment les observateurs politiques.

Chacun affûte ses armes et ses arguments. Mélenchon pourrait finalement consentir un sacrifice et accepter la Gorgone, tant il se dit pressé d'entrer à l'Élysée. Il veut prendre le pouvoir maintenant, tant que la France est malade. C'est plus facile de diriger un pays malade, explique-t-il.

La décision ne va pas tarder à tomber.

La France aussi.

**Messin'Issa**

